

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING AND
URBAN DEVELOPMENT

AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 00031/ASMI/MINHDU/CIPM/2026 DU 19 JAN 2026

POUR LA PRE-QUALIFICATION DES BET EN VUE DE LA FORMATION DE QUATRE CENT (400)
JEUNES EN DIFFICULTE A LA FABRICATION ET POSE DES PAVES DANS LES COMMUNES
DE KUMBA 1, MUNDEMBE (LOT 1), BAFIA, EBOLOWA 2 (LOT 2) TONGA, BASSAMBA (LOT 3)
EN VUE DE LEUR INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BF MINH DU/EXERCICE 2026

I- Contexte/justification :

Les villes camerounaises connaissent, depuis quelques années, une forte explosion démographique avec un taux d'urbanisation estimé à 52,8% en 2010 si l'on s'en tient aux projections du recensement général de la population en 2005. Cette tendance va s'accélérer et la population urbaine atteindra 60% à l'horizon 2025.

Cette situation urbaine est préoccupante dans la mesure où elle est corrélée à une pauvreté aggravante caractérisée notamment par un désœuvrement marqué de la population jeune, principale victime du taux de chômage situé à 13% au plan national dont 15% représentant la catégorie âgée de 15 à 34 ans. Il convient en outre de relever que ce chiffre représentant 75% de la population active masque le sous-emploi et l'informel représentant respectivement 75% de la population active et 90% des activités.

De plus, une analyse approfondie, à la lumière des états généraux de l'emploi organisés en 2005 par le MINEFOP et l'INS révèle que l'une des causes du désœuvrement, au-delà des faiblesses de l'offre d'emplois, et le manque de qualification des demandeurs d'emplois qui pour l'essentiel, sont issus des milieux précaires et victimes des déperditions scolaires et sans formation initiale.

Vu sous cet angle et à la lumière du nouvel agenda urbain établi à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) à Quito en Equateur en 2016, et prenant en compte des orientations de la SND30, la ville à bâtir est celle qui doit, entre autres, remplir ses fonctions sociales et garantir l'association de tous.

Pour concrétiser cette vision, le Gouvernement et les Collectivités Territoriales Décentralisées travaillent pour :

- ne pas faire de laissés - pour - compte et, dans cette optique, mettre fin à la pauvreté sur toutes ses formes et dans toutes ses dimensions ;
- promouvoir des économies urbaines inclusives et durables en favorisant le plein emploi productif et le travail décent pour tous.

Dans la même veine et convaincu que le développement urbain est réussi s'il est porté notamment par l'emploi décent et accessible, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain développe, à cet égard, des actions et des activités qui, à la fois, promeuvent un environnement inclusif tout en contribuant à éradiquer les mécanismes exclusifs.

A ce sujet, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain propose, non pas des mesures d'assistance, mais des outils pour permettre à des jeunes urbains en difficulté de garder espoir et de répondre aux exigences de l'économie du marché qui imposent aux demandeurs des connaissances

préalables. C'est ce qui justifie l'offre de formations pratiques aux petits métiers urbains, de courte durée, au profit des jeunes urbains en difficultés (sans formation initiale et professionnelle, victimes des déperditions scolaires et enlignés dans le cercle vicieux de la pauvreté). Ces sessions de formation porteront sur les techniques de fabrication et de pose des pavés.

Au final, ces jeunes identifiés, formés et insérés deviendraient des acteurs urbains tout en contribuant à la production et consommation en milieu urbain. Ce qui assurerait, de part leur revenus leur autonomisation et par ricochet la réduction de la pauvreté.

II- Cibles/Bénéficiaires :

Au moins quatre cent (400) jeunes en difficulté issus de 06 (six) communes répartis en trois (03) lots ainsi qu'il suit :

N° LOT	COMMUNES	NOMBRE DE JEUNE A FORMER
LOT 1	KUMBA 1 (PAVES)	50
	MUNDEMBA (PAVES)	50
LOT 2	BAFIA (PAVES)	100
	EBOLOWA 2 (PAVES)	100
LOT 3	TONGA (PAVES)	50
	BASSAMBA (PAVES)	50

II-1 Objectif principal :

La présente activité a pour objectif principal la formation de cinq cent (500) jeunes en difficulté dans les communes de Kumba 1, Mundemba (lot 1) ; Bafia et Ebolowa 2 (lot 2) ; Tonga et Bassamba (lot 3) à la fabrication et pose des pavés.

II-2 Objectifs secondaires :

- Réduire le chômage des jeunes en milieu urbain et faire (i) reculer les fléaux sociaux et (ii) baisser le sentiment d'abandon ;
- Promouvoir l'insertion socio professionnelle des jeunes en difficulté dans la réalisation des projets d'investissement public ;
- Vulgariser les formations aux métiers du secteur urbain ;
- Promouvoir l'auto emploi des jeunes dans leurs communes de ressort à travers les appuis en matériels/équipements qui leur sont octroyés ;
- Initier les jeunes formés à la gestion des petites unités de production des pavés en vue de favoriser les travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO).

III- Résultats attendus

Au moins 400 (quatre cent) jeunes formés à la fabrication et pose des pavés dans les communes de Kumba 1, Mundemba (lot 1) ; Bafia et Ebolowa 2 (lot 2) ; Tonga et Bassamba (lot 3) ;

- Les capacités de quatre cent (400) jeunes sont renforcées sur les techniques de fabrication et pose des pavés en vue de leur insertion dans la réalisation des projets urbains ;
- Les techniques de création/fonctionnement/gestion des petites unités de production des pavés sont maîtrisées par les jeunes formés.

IV- RESPONSABILITES

Le Cocontractant est responsable de la gestion de sa mission. L'approbation de tous les documents par l'Administration ne dégage pas sa responsabilité vis-à-vis des conséquences de ses éventuelles erreurs.

Pour tenir compte des spécificités de la prestation, les responsabilités sont réparties de la manière suivante :

- Missions assignées à la Division du Développement Social Urbain (DDSU) /MINH DU :

- Procéder en collaboration avec les Communes bénéficiaires au recrutement de quatre cent (400) jeunes. A cet égard, la DDSU veillera au moment du recrutement que, l'approche genre et handicap soit prise en compte à hauteur d'au moins 20% de l'effectif ;
- Validation du programme d'action (mobilisation du personnel affecté à la mission, le programme d'exécution des prestations et les manuels de formation)
- Suivre le déroulement des formations sur les lieux de formation ;

➤ **Missions assignées aux Consultants :**

- Produire pour chaque lot, des exemplaires de manuels de formation au nombre suffisant sur les modules de fabrication et pose des pavés et un module sur la gestion d'une petite unité de fabrication des pavés ;
- Produire (07) exemplaires de programme d'action assorti du chronogramme des activités à mener, du planning de déploiement du personnel clé et du personnel d'appui de l'entreprise ou du BET dans le projet.
- Assurer pour chaque lot, la formation théorique et pratique des jeunes à la technique de fabrication et pose des pavés ;
- Assurer la formation des jeunes à la gestion d'une petite unité de fabrication des pavés ;
- expérimenter les enseignements théoriques dispensés à travers des cas pratiques de fabrication et la pose des pavés sur un site choisi en concertation avec le Maire de la Commune bénéficiaire (**la pratique se fera sur une surface minimale de 20 mètres carré**) ;
- mettre à disposition, les kits des participants (sacoches, carnets, stylos, crayons, supports de formation etc.) ;
- prendre en charge les émoluments des experts chargés d'assurer la session de formation et les frais relatifs à la réunion de validation des rapports (mise en route et final) et des supports de formation ;
- prendre en charge la restauration des jeunes pendant toute la session de formation ;
- payer les frais de transport hebdomadaires des jeunes à former ;
- produire au moins trente photos dans un support (clé USB) et un enregistrement dans un support CD vidéo retraçant le déroulement de la cérémonie d'ouverture de la session de formation, de des différentes phases de la formation théorique et pratique des jeunes
- confectionner au moins trois (03) banderoles publicitaires par Commune ;
- produire les attestations de fin de formation préalablement validées par les services du Maître d'Ouvrage ;
- assurer la couverture médiatique lors de la cérémonie de lancement de la formation et de la phase pratique par au moins trois (03) médias publics et privés au choix (télévisions, médias presse et ce, en collaboration avec la Division du Développement Social Urbain;
- Production en dix (17) exemplaires, et en version papier et en fichier numérique modifiable, le rapport final de fin de formation ressortant le cas échéant, les recommandations pertinentes sur les modalités de pérennisation et de réplique de ce type de projet.

VI – METHODOLOGIE

La formation sera articulée autour de deux parcours d'apprentissage ;

- En salle pour les cours théoriques ;
- Sur le chantier école pour les cours pratiques ;

Les modules à dispenser traiteront des procédés de fabrication et des poses des pavés et mettront un accent sur l'outillage indispensable dans un atelier de fabrication et sur un chantier de pose des pavés.

Conformément à l'organisation à mettre en place pour le déroulement de cette formation, le programme prévoit quatre (04) heures de cours par jour et des échanges sur les cas pratiques à l'effet de faciliter la compréhension des jeunes participants sur tout le processus de fabrication et de pose des pavés.

La formation se déroulera ainsi qu'il suit :

Parcours 1- cours théorique

- Introduction aux métiers de paveur ;

- La reconnaissance du site ;
- Les équipements de protection individuelle indispensable dans un atelier de fabrication et sur le site de la pose des pavés ;
- Les outils indispensables dans la chaîne de fabrication des pavés et de revêtement des surfaces (cours, trottoirs, routes etc...) en pavés ;
- Les procédés de fabrication et de pose des pavés.

Au cours de deux premières semaines, les jeunes auront droit à la formation théorique basée sur une approche pédagogique participative. Elle se déroulera en salle par la remise des supports physiques contenant des images d'illustration et surtout en séquentiel à travers les cours théoriques et des échanges avec les jeunes sur des cas pratiques.

A l'occasion, les jeunes seront sensibiliser sur certains fléaux sociaux tels que les maladies sexuellement transmissibles (VIH/SIDA); la délinquance urbaine et le grand banditisme ; le désordre urbain ; l'insalubrité urbaine.

Parcours 2- cours pratique

Les deux dernières semaines seront articulées sur la phase pratique dans un « chantier école » implanté sur un site au choix après concertation entre le Chef de mission et le Maire de commune bénéficiaires de la session de formation.

Le principal intérêt dans cette phase sera d'expérimenter les leçons théoriques apprises en salle sur ledit « chantier école », à travers l'organisation et le déroulement du processus de fabrication des pavés jusqu'à l'implémentation des techniques de pose des pavés.

V- Critères de qualification

- Etre un BE installé au Cameroun ;
- Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises et notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du présent avis ;
 - Disposer du matériel et du personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour la réalisation des prestations demandées ;
 - Présenter une capacité financière compatible avec les prestations à réaliser ;
- Jouir d'une expertise avérée dans les prestations requises (documentation, références dans le domaine de formation des jeunes à la fabrication et pose des pavés, disponibilité du personnel qualifié, disponibilité du matériel technique requis etc.).

VI-Dossier de candidature

Les candidats qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les prestations décrites ci-dessus doivent fournir les pièces administratives et autres informations techniques et opérationnelles ci-après, présentées en deux volumes :

6.1 Volume 1 (Pièces Administratives)

Le « Volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, selon les cas), datées d'au plus trois (03) mois :

- Une lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- L'attestation de conformité fiscale ;
- L'original de l'attestation de non - faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du soumissionnaire ;
- L'original de l'attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;

En cas de groupement de BET, les trois dernières pièces ci-dessus mentionnées doivent être fournies par chaque membre constitutif. Dans ce cas, le mandataire du groupement doit être formellement désigné par un acte joint au présent dossier.

NB : la non régularisation dans les délais de 48 heures de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

6.2 Volume 2 (Dossier Technique)

6.2.1 La liste du personnel d'encadrement

Le personnel technique minimum d'encadrement à mettre en place pour la réalisation des prestations est le suivant :

- Un chef de Mission (Ingénieur des Travaux de Génie Civil) ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation.
- Deux Technicien Supérieur de Génie Civil (TSGC) ayant une expérience supérieure ou égale à 02 ans dans le domaine de la formation.

Le Candidat fournira la liste du personnel de maîtrise, accompagnée des pièces suivantes, pour chaque expert, datées d'au plus trois mois :

- CV daté et signé par le concerné ;
- La copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel.

N.B. : - La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'Expert en question, la note zéro (0) ;

- Tout dossier comprenant un personnel fonctionnaire sera purement et simplement rejeté.

6.2.2. Les référence du BET et sa compréhension du travail demandé

- Le BET produira la liste de ses références dans les prestations requises. Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par les éléments suivants :
 - La copie de l'extrait du contrat comportant les premières et dernières pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles ;
 - Le nom du Maître d'ouvrage ;
 - Le lieu d'exécution du projet ;
 - Une autorisation permettant de saisir le Maître d'ouvrage indiqué pour la vérification des informations relatives à la référence concernée.
- Le BET produira également un petit exposé relatif à sa compréhension des prestations au double plan théorique et pratique (contexte, objectifs, méthodologie, planning d'exécution, résultats attendus).
- Les BET intéressés remplissant les conditions requises, peuvent obtenir des informations complémentaires sur les prestations attendues auprès de la **Division du Développement Social Urbain** du MINH DU aux heures ouvrables, à l'immeuble BALANOS situé en face de CALAFATAS, 1^{er} étage,

NB : sous-peine de rejet, les références du mandataire devront représenter au moins les trois quart (3/4) des références totales.

6.2.3 Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

1. Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;

2. Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété :

- La liste du matériel informatique et bureautique (micro-ordinateur, imprimante, projecteur, scanner, logiciel, photocopieuses, etc.) présents au siège du BET
- La liste de tout autre matériel technique etc..., propre au candidat et susceptible d'être utilisé au cours du projet (fournir les factures des fournisseurs et tout autre document attestant la propriété de ce matériel) susceptible d'être utilisé au cours de l'opération.

Pour le matériel à acquérir, la vérification se fera après l'attribution du marché auprès de la firme concernée.

N.B: La location desdits matériels doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

6.2.4 L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général du BET, devra permettre au Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain de procéder à toute vérification jugée nécessaire, pour s'assurer de l'existence du matériel annoncé dans le dossier de candidature, et de l'exactitude des informations relatives aux références présentées auprès des Maîtres d'Ouvrages concernés.

VII. Critères d'évaluation du Dossier Technique

• **Critères éliminatoires :**

- Dossier technique non conformes aux prescriptions du présent avis ;
- Fausse déclaration, manœuvre frauduleuse ou pièce falsifiée ;
- Absence d'une référence similaire exécutée au cours des 5 dernières années d'un montant supérieur ou égal à 20 millions ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100.

• **Critères essentiels**

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

A - Références	20 points
B - Personnel d'encadrement	50 points
C - Matériels	10 points
D - Organisation – Méthodologie et Planning	20 points

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus pour la suite de la procédure.

La grille de notation est la suivante :

N°	CRITERES	NOTATION		
A	REFERENCES /20pts (les références seront justifiées par les premières et dernières pages des contrats enregistrés ainsi que les PV de réception)			
1	Nombre de projets réalisés dans le domaine de la formation (10points) 5pts/projet justifié	/10		
2	Nombre de projets ou de formation réalisés avec recours à l'approche HIMO (10points) 2pts/projet justifié	/10		
	SOUS TOTAL A	/20pts		
B	PERSONNEL D'ENCADREMENT/40pts			
B1	Chef de mission /20pts			
	Formation : BAC+3 en Génie Civil ou Génie Rural et inscrit à l'ordre professionnelle (4points) +Copie légalisée diplôme	≥BAC+3 =5pts	< BAC+3 =0pts	/5
	Expérience Générale : ayant au moins trois (03) ans	≥5ans =5pts	<5ans=0pt	/5
	Expérience Spécifique : ayant occupé le poste de chef de mission dans au moins une (01) prestation de formation des jeunes à la fabrication et pose des pavés et ou	/10 pts		

	des briques de terre comprimées (10 pts) 2pts/projet cité et justifié			
	Sous total chef de mission			/20pts
B2	Formateurs 1 : /10pts			
	Formation : BAC+2 au moins en Génie Civil ou Génie Rural Copie légalisée diplôme (T.S.G.C.)	≥TSGC =3pts	<TGC=0pt	/5
	Expérience Générale : ayant au moins trois (03) ans	≥3ans =3pt	<3ans=0pt	/5
	Expérience Spécifique : ayant occupé le poste de formateur dans au moins une (01) prestation de formation des jeunes à la fabrication et pose des pavés et ou des briques de terre comprimées (4 pts) 2pts/projet cité et justifié			/5
	Sous total /formateur1			/ 15pts
B3	Formateurs 2 : /10pts			
	Formation : BAC+2 au moins en Génie Civil ou Génie Rural Copie légalisée diplôme (T.S.G.C.)	≥TSGC =3pts	<TGC=0pts	/5
	Expérience Générale : ayant au moins trois (03) ans	≥3ans =3pt	<3ans=0pts	/5
	Expérience Spécifique : ayant occupé le poste de formateur dans au moins une (01) prestation de formation des jeunes à la fabrication et pose des pavés et ou des briques de terre comprimées (10 pts) 2pts/projet cité et justifié			/5
	Sous total /formateur1			/ 15 pts
	SOUS TOTAL B			/ 40pts
C	Matériels (fournir facture et toutes autres documents attestant la propriété)/ (10pts)			
	Moyens logistique			
	Moyen informatique (10pts) : deux (02) micro-ordinateurs de bureau ; deux (02) ordinateurs portables ; deux (02) imprimantes et périphériques divers ; une photocopieuse ; un copieur en couleur et tout équipement susceptible d'être utilisé au cours de la formation. 1 point par matériel			
	Matériels logistiques (5pts) : véhicules de liaison, moyens de communications. 2,5 points par matériel			
	Autres équipements (5pts) : 2 points par matériel			
	SOUS-TOTAL C			/ 10pts
D	ORGANISATION –METHODOLOGIE ET PLANNING /30pts	Bien :	Passable :	Mauvais :
	Compréhension des TDR et commentaires (10pts)	/5pts	/2,5pts	/0
	Planning de formation théorique et pratique (10pts)	/5pts	/2,5pts	/0
	Approches pédagogique et méthodologique envisagées pour la formation des jeunes (10pts)	/10pts	/5pts	/0
	SOUS TOTAL D			/ 20pts
	TOTAL GENERAL			/100pts

VIII. Dépôt des Dossiers

Les dossiers de candidature comportant les volumes 1 et 2, rédigés en français ou en anglais, devront être remis en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies marqués comme tels, **accompagné des copie de sauvegarde dans deux (02) clés USB**, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au **9^e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N°1** (en face de la Poste Centrale), le **03.01.2026** à **14 heures précises, heure locale**, avec la mention :

AVIS DE SOLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

0003/TAONR/ MINH DU/CIPM/2026 DU 19 JAN 2026

POUR LA PRE-QUALIFICATION DES BET EN VUE DE LA FORMATION DE QUATRE CENT (400) JEUNES EN DIFFICULTE A LA FABRICATION ET POSE DES PAVES DANS LES COMMUNES DE KUMBA 1, MUNDEMBE (LOT 1), BAFIA, EBOLOWA 2 (LOT 2) TONGA, BASSAMBA (LOT 3) EN VUE DE LEUR INSERTION SOCIO-ECONOMIQUE(EN PROCEDURE D'URGENCE).
FINANCEMENT : BF/MINH DU-EXERCICE 2026

IX. Renseignements

Les renseignements complémentaires au présent avis peuvent être obtenus auprès de la **Division du Développement Social Urbain** du MINH DU aux heures ouvrables, à l'immeuble BALANOS situé en face de CALAFATAS, 1^{er} étage, téléphone

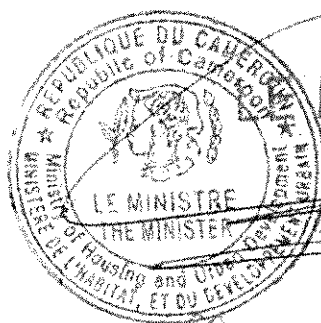
X. Publication des résultats

L'avis d'appel d'offres restreint tient lieu de publication du résultat de la pré-qualification.

En outre, conformément à l'article 76 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics au Cameroun, le nombre de marchés dont un candidat pré-qualifié dans le cadre de cet ASMI, pourrait être attributaire est limité à un contrat.

Ampliations :

- DG/ARMP
- ARCHIVES
- AFFICHAGE
- DDSU



Yaoundé, le

19 JAN 2026

LE MINISTRE

[Signature]

Courtes née Katcha Célestine

000.03 / ASMI/MINH DU/CIPM/2026 DU 19 JAN 2026

FOR THE PURPOSE OF THE PREQUALIFICATION OF CONSULTING FIRMS FOR CARRYING OUT THE TRAINING OF FOUR HUNDRED (400) YOUTH IN DIFFICULTY IN THE MANUFACTURE AND LAYING OF PAVERS IN THE COMMUNITIES OF KUMBA 1, MUNDEMBA (LOT 1), BAFIA, EBOLOWA 2 (LOT 2) TONGA, BASSAMBA (LOT 3) WITH A VIEW TO THEIR SOCIO-ECONOMIC INTEGRATION (IN EMERGENCY PROCEDURE).

FINANCING: BF MINH DU/FISCAL YEAR 2026

I- Context/justification

Cameroonian cities have experienced, in recent years, a strong demographic explosion with an urbanization rate estimated at 52.8% in 2010 if we stick to the projections of the general population census in 2005. This trend will accelerate and the urban population will reach 60% by 2025.

This urban situation is worrying to the extent that it is correlated with worsening poverty characterized in particular by a marked idleness of the young population, the main victim of the unemployment rate located at 13% nationally, including 15% representing the category aged 15 to 34. It should also be noted that this figure representing 75% of the active population masks underemployment and the informal sector representing respectively 75% of the active population and 90% of activities.

Furthermore, an in-depth analysis, in the light of the general employment surveys organized in 2005 by MINEFOP and the INS, reveals that one of the causes of idleness, beyond the weaknesses of the job offer, is the lack of qualification of job seekers who, for the most part, come from precarious environments and are victims of school dropouts and without initial training.

Seen from this angle and in light of the new urban agenda established at the United Nations Conference on Housing and Sustainable Urban Development (Habitat III) in Quito, Ecuador in 2016, and taking into account the orientations of the SND30, the city to be built is the one which must, among other things, fulfill its social functions and guarantee the association of all.

To realize this vision, the Government and the Decentralized Territorial Communities are working to:

- leave no one behind and, with this in mind, put an end to poverty in all its forms and dimensions;

- promote inclusive and sustainable urban economies by promoting full, productive employment and decent work for all.

In the same vein and convinced that urban development is successful if it is supported in particular by decent and accessible employment, the Ministry of Housing and Urban Development is developing, in this regard, actions and activities which, at the same time, promote an inclusive environment while helping to eradicate exclusive mechanisms.

On this subject, the Ministry of Housing and Urban Development offers, not assistance measures, but tools to enable young urban people in difficulty to maintain hope and respond to the demands of the market economy which require applicants to have prior knowledge. This is what justifies the offer of short-term practical training in small urban trades, for the benefit of young urban people in difficulty (without initial and professional training, victims of school dropouts and stuck in the vicious circle of poverty). These training sessions will focus on paving stone manufacturing and installation techniques.

Ultimately, these young people identified, trained and integrated would become urban actors while contributing to production and consumption in urban areas. Which would ensure, through their income, their atomization and by extension the reduction of poverty.

II- Targets/Beneficiaries:

At least four hundred (400) young people in difficulty from 06 (six) municipalities divided into three (03) batches as follows:

N° LOT	MUNICIPALITIES	NUMBER OF YOUNG PEOPLE TO TRAIN
LOT 1	KUMBA 1 (PAVERS)	50
	MUNDEMBA (PAVERS)	50
LOT 2	BAFIA (PAVERS)	100
	EBOLOWA 2 (PAVERS)	100
LOT 3	TONGA (PAVERS)	50
	BASSAMBA (PAVERS)	50

II-1 Main objective:

The main objective of this activity is the training of five hundred (500) young people in difficulty in the municipalities of Kumba 1, Mundemba (lot 1); Bafia and Ebolowa 2 (lot 2); Tonga and Bassamba (lot 3) for the manufacture and installation of paving stones.

III- Expected results

At least 400 (four hundred) young people trained in the manufacture and laying of paving stones in the communes of Kumba 1, Mundemba (lot 1); Bafia and Ebolowa 2 (lot 2); Tonga and Bassamba (lot 3);

- The capacities of four hundred (400) young people are strengthened on manufacturing techniques and laying paving stones with a view to their integration into the realization of urban projects;

- The techniques for creating/operating/managing small paving stone production units are mastered by the young people trained.

IV- RESPONSIBILITIES

The Co-contractor is responsible for managing his mission. The approval of all documents by the Administration does not relieve its responsibility for the consequences of its possible errors.

To take into account the specificities of the service, responsibilities are distributed as follows:

➤ Missions assigned to the Urban Social Development Division (DDSU) / MINH DU:

- Proceed in collaboration with the beneficiary municipalities to recruit **four hundred (400) young people. In this regard, the DDSU will ensure at the time of recruitment that the gender and disability approach is taken into account for at least 20% of the workforce;**

- Validation of the action program (mobilization of personnel assigned to the mission, the service execution program and the training manuals)

- Monitor the progress of training at training locations;

➤ Missions assigned to Consultants:

- Produce for each batch a sufficient number of copies of training manuals on the paving stone manufacturing and laying modules and a module on the management of a small paving stone manufacturing unit;
- Produce (07) copies of the action program accompanied by the timetable of the activities to be carried out, the deployment schedule of key personnel and support staff from the company or the BET in the project.
- Ensure for each batch, theoretical and practical training of young people in the technique of manufacturing and laying paving stones;
- Provide training for young people in the management of a small paving stone manufacturing unit;

- experience the theoretical lessons provided through practical cases of manufacturing and laying paving stones on a site chosen in consultation with the Mayor of the beneficiary municipality (the practice will be carried out on a minimum surface area of 20 square meters);
- make participant kits available (bags, notebooks, pens, pencils, training materials, etc.);
- cover the fees of the experts responsible for carrying out the training session and the costs relating to the meeting to validate the reports (start-up and final) and training materials;
- take charge of catering for young people throughout the training session;
- pay the weekly transport costs of the young people to be trained;
- produce at least thirty photos in a medium (USB key) and a recording in a video CD medium retracing the progress of the opening ceremony of the training session, of the different phases of the theoretical and practical training of young people
- make at least three (03) advertising banners per municipality;
- produce training completion certificates previously validated by the services of the Project Owner;
- ensure media coverage during the training launch ceremony and the practical phase by at least three (03) public and private media of your choice (television, press media and this, in collaboration with the Urban Social Development Division);
- Production in ten (17) copies, and in paper version and in an editable digital file, the final report at the end of the training emerging where applicable, the relevant recommendations on the modalities of sustainability and replication of this type of project

VI – METHODOLOGY

The training will be structured around two learning paths;

- In the classroom for theoretical lessons;
- On the school site for practical lessons;

The modules to be provided will deal with the manufacturing processes and installation of paving stones and will focus on the tools essential in a manufacturing workshop and on a paving stone installation site.

In accordance with the organization to be put in place for the conduct of this training, the program provides four (04) hours of lessons per day and exchanges on practical cases in order to facilitate the understanding of young participants of the entire process of manufacturing and laying paving stones.

The training will take place as follows:

Course 1- theoretical course

- Introduction to paving trades;
- Recognition of the site;
- Personal protective equipment essential in a manufacturing workshop and on the paving laying site;
- The essential tools in the chain of manufacturing paving stones and covering surfaces (courtyards, sidewalks, roads, etc.) with paving stones;
- The manufacturing and laying processes for paving stones.

During the first two weeks, young people will be entitled to theoretical training based on a participatory educational approach. It will take place in the classroom through the delivery of physical media containing illustrative images and above all sequentially through theoretical lessons and discussions with young people on practical cases.

On occasion, young people will raise awareness about certain social scourges such as sexually transmitted diseases (HIV/AIDS); urban delinquency and organized crime; urban disorder; urban unsanitary conditions.

Course 2- practical course

The last two weeks will be focused on the practical phase in a "school site" located on a site of your choice after consultation between the Head of mission and the Mayor of the municipality benefiting from the training session.

The main interest in this phase will be to experience the theoretical lessons learned in the classroom on the said "school site", through the organization and progress of the paving stone manufacturing process until the implementation of the paving stone laying techniques.

V- Qualification criteria

- Be a BET established in Cameroon;
- Justify the required administrative, technical and financial capacities and in particular:
 - Submit an administrative file conforming to the specifications of this notice;
 - Have the necessary equipment and personnel or commit to recruiting them to carry out the requested services;
 - Present a financial capacity compatible with the services to be provided;
- Have proven expertise in the required services (documentation, references in the field of training young people in the manufacture and laying of paving stones, availability of qualified personnel, availability of the required technical equipment, etc.).

VI. Bidding documents

Bidders wishing to express their interest to perform the tasks described above shall furnish administrative documents and other technical and operational information in two volumes as follows:

6.1. Volume 1: (ADMINISTRATIVE DOCUMENTS)

"Volume 1" shall comprise the following administrative documents (originals or certified true copies, as the case may be) dated no more than 3 (three) months:

- A letter of interest duly signed by the bidder;
- The tax compliance certificate;
- The original of credit worthiness attestation issued by the competent authority of the bidder's domicile;
- The original of the attestation of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP).

In case of Consortium, each member shall provide the last three documents above. In this case, the representative of the consortium shall be officially appointed through an act attached to this document.

N/B: Failure to regularize any of the above-mentioned documents within 48 hours will result in the candidate being eliminated.

6.2 – Volume 2 (TECHNICAL DOCUMENTS)

6.2.1 List of managerial personnel

The minimum technical personnel necessary for the implementation of the project shall be the following:

- A Chief of mission (Civil Work Engineer) with at least three years of experience in the domain;
- A senior civil engineering technician with professional experience of 02 or more years in the domain;

The candidate shall furnish a list of managerial personnel alongside the following documents for each of them dated no more than 3 months:

- A C.V dated and signed by the staff member concerned;
- The certified copy of the diploma of each staff;

N/B: - The non-provision of any one of these documents shall earn the expert concerned a zero score;

- Any file comprising the CV of a civil servant shall be rejected outright.

6.2.2 Consultancy's references and their understanding of the task to be accomplished.

. The BE will produce the list of its references in the required services. To be taken into account in the evaluation, each reference to a service of the same nature and of the same importance must be justified by the following elements:

- A copy of the extract from the contract including the first and last pages, together with the certificate of completion or the acceptance report relating to the project concerned. These documents must be clear and legible;

- The name of the Client;

- The location of the project;

- An authorization allowing contact with the Client indicated for verification of information relating to the reference concerned.

. The BE will also produce a short presentation relating to its understanding of the services on both a theoretical and practical level (context, objectives, methodology, execution schedule, expected results).

. Interested BETs meeting the required conditions can obtain additional information on the expected services from the Urban Social Development Division of the MINH DU during working hours, at the BALANOS building located opposite CALAFATAS, 1st floor,

NB: the agent's references must represent at least three quarters (3/4) of the total references.

6.2.3 - Logistical, technical and material resources

The tenderer must prove ownership of the logistical, technical and material means in his possession necessary to carry out the services. For this purpose, it will produce a list of materials below:

1. Logistical means (vehicles, means of communication, etc.) with proof of ownership (certified photocopies of registration documents or invoices);

2. Technical and material means with proof of ownership;

- The list of computer and office equipment (microcomputer, printer, projector, scanner, software, photocopiers, etc.) present at the BET headquarters;

- The list of any other technical equipment, etc., specific to the candidate and likely to be used during the project (provide invoices from suppliers and any other document attesting to ownership of this equipment) likely to be used during the project of the operation.

For the equipment to be acquired, verification will be carried out after the contract has been awarded to the firm concerned.

N.B: The rental of said equipment must be specified, it being understood that checks may be carried out by the Project Owner if necessary.

6.2.4 A certificate of financial capacity

This certificate must be issued by a bank approved by the Ministry of Finance under the conditions of COBAC, and specifying that the bidder can pre-finance the services to the tune of at least 15 million CFA francs.

6.2.5 Authorization to verify declarations

This authorization, duly signed by the Director General of the BET, must allow the Ministry of Housing and Urban Development to carry out any verification deemed necessary, to ensure the existence of the material announced in the application file, and the accuracy of the information relating to the references presented to the Project Owners concerned.

VII. Criteria for evaluating the Technical File

• **Elimination criteria:**

- Administrative or technical files that do not comply with the requirements of this notice;
- False declarations or falsified documents;
- No justification for carrying out a similar service over the last five years;
- Presentation of a serving civil servant file;
- Technical score less than 70 points out of 100.

• **Essential criteria**

The evaluation of the quality of technical offers will be made on 100 points based on the criteria below:

A - References	20 points
B - Management staff	40 points
C – Materials	10 points
D - Organization – Methodology and Planning	30 points

Only candidates who, at the end of the evaluation, have achieved a technical score of at least seventy (70) points out of one hundred (100) will be retained for the remainder of the procedure.

The scoring grid is as follows:

N°	CRITERIA	RATING		
A	REFERENCES /20pts (the references will be justified by the first and last pages of the registered contracts as well as the receipt minutes)			
1	Number of projects carried out in the field of training (10 points) 5 points/justified project	/10		
2	Number of projects or training carried out using the HIMO approach (10 points) 2 points/justified project	/10		
	SUBTOTAL A	/20pts		
B	SUPERVISION STAFF /40pts			
B1	Head of mission /20pts			
	Training: BAC+3 in Civil Engineering or Rural Engineering and registered with the professional order (4 points) + Legalized copy of diploma	≥BAC+3 =5pts	< BAC+3 =0pts	/5
	General Experience: having at least three (03) years	≥5ans =5pts	<5ans=0pt	/5
	Specific Experience: having held the position of head of mission in at least one (01) training service for young people in the manufacture and installation of paving stones and/or compressed earth bricks (10 pts) 2 pts/project cited and justified	/10 pts		
	Sub total head of mission	/20pts		
B2	Trainers 1 : /10pts			
	Training: BAC+2 at least in Civil Engineering or Rural Engineering Legalized copy of diploma (T.S.G.C.)	≥TSGC =3pts	<TGC=0pt	/5
	General Experience: having at least three (03) years	≥3ans =3pt	<3ans=0pt	/5
	Specific Experience: having held the position of trainer in at least one (01) training service for young people in the manufacturing and laying of paving stones and/or compressed earth bricks (4 pts) 2 pts/project cited and justified	/5		
	Subtotal /trainer1	/ 15pts		
B3	Trainers 2 : /10pts			
	Training: BAC+2 at least in Civil Engineering or Rural Engineering Legalized copy of diploma (T.S.G.C.)	≥TSGC =3pts	<TGC=0pts	/5
	General Experience: having at least three (03) years	≥3ans =3pt	<3ans=0pts	/5
	Specific Experience: having held the position of trainer in at least one (01) training service for young people in the manufacturing and laying of paving stones and/or compressed earth bricks (4 pts) 2 pts/project cited and justified	/5		
	Subtotal /trainer 2	/ 15 pts		
	SUBTOTAL B	/ 50pts		
C	Materials (provide invoice and any other documents attesting to ownership)/ (10pts)			

	Logistics means			
	IT resources (10 points): two (02) desktop microcomputers; two (02) laptops; two (02) printers and various peripherals; a photocopier; a color copier and any equipment likely to be used during the training. 1 point per material			
	Logistical equipment (5pts): liaison vehicles, means of communications. 2.5points per material			
	Other equipment (5pts): 2 points per equipment			
	SUBTOTAL C			/ 10pts
D	ORGANIZATION – METHODOLOGY AND PLANNING /30pts	Good :	Fair :	Bad :
	Understanding of TORs and comments (10pts)	/5pts	/2,5pts	/0
	Theoretical and practical training schedule (10pts)	/5pts	/2,5pts	/0
	Educational and methodological approaches envisaged for the training of young people (10pts)	/10pts	/5pts	/0
	SOUS TOTAL D			/ 20pts
	GENERAL TOTAL			/100pts

VIII. Submission of Bids

Application files comprising volumes 1 and 2, written in French or English, must be submitted in three (03) copies including one (01) original and two (02) copies **accompanied by canned copies on two USB drives** marked as such, in a closed envelope and sealed at the **Department of General Affairs (Publics contract service)** of the **Ministry of Housing and Urban Development**, located on the **9th floor, door 09T02 of the Ministerial building No. 1 (opposite the Central Post Office)**, on 03 FEB 2026 at 2 p.m. sharp, local time, with the words:

NOTICE OF CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST
 N°003/ASMI/MINH DU/CIPM /2026 OF 19 JAN 2026

FOR THE PURPOSE OF THE PREQUALIFICATION OF CONSULTING FIRMS FOR
 CARRYING OUT THE TRAINING OF FOUR HUNDRED (400) YOUTH IN DIFFICULTY IN THE
 MANUFACTURE AND LAYING OF PAVERS IN THE COMMUNITIES OF KUMBA 1, MUNDEMBE (LOT 1),
 BAFIA, EBOLOWA 2 (LOT 2) TONGA, BASSAMBA (LOT 3) WITH A VIEW TO THEIR SOCIO-ECONOMIC
 INTEGRATION (IN EMERGENCY PROCEDURE).

IX. Additional information

Additional information about this bid invitation may be obtained during working hours from the Urban Social Environment Division of MINDUH located in Balanos Building NO. 1, tel.:

X. Publication of results

The Restricted bid invitation shall serve as the publication of pre-qualification result.

In addition, in accordance with Article 76 of Decree No. 2018/366 of 20th June 2018 on the Public Contracts Code in Cameroon, the number of contracts for which a pre-qualified candidate under this ASMI could be awarded is limited at one

Copies:

- ARMP
- BILLBOARD



19 JAN 2026
 MINISTRE

Gourdes née Ketchu Célestine